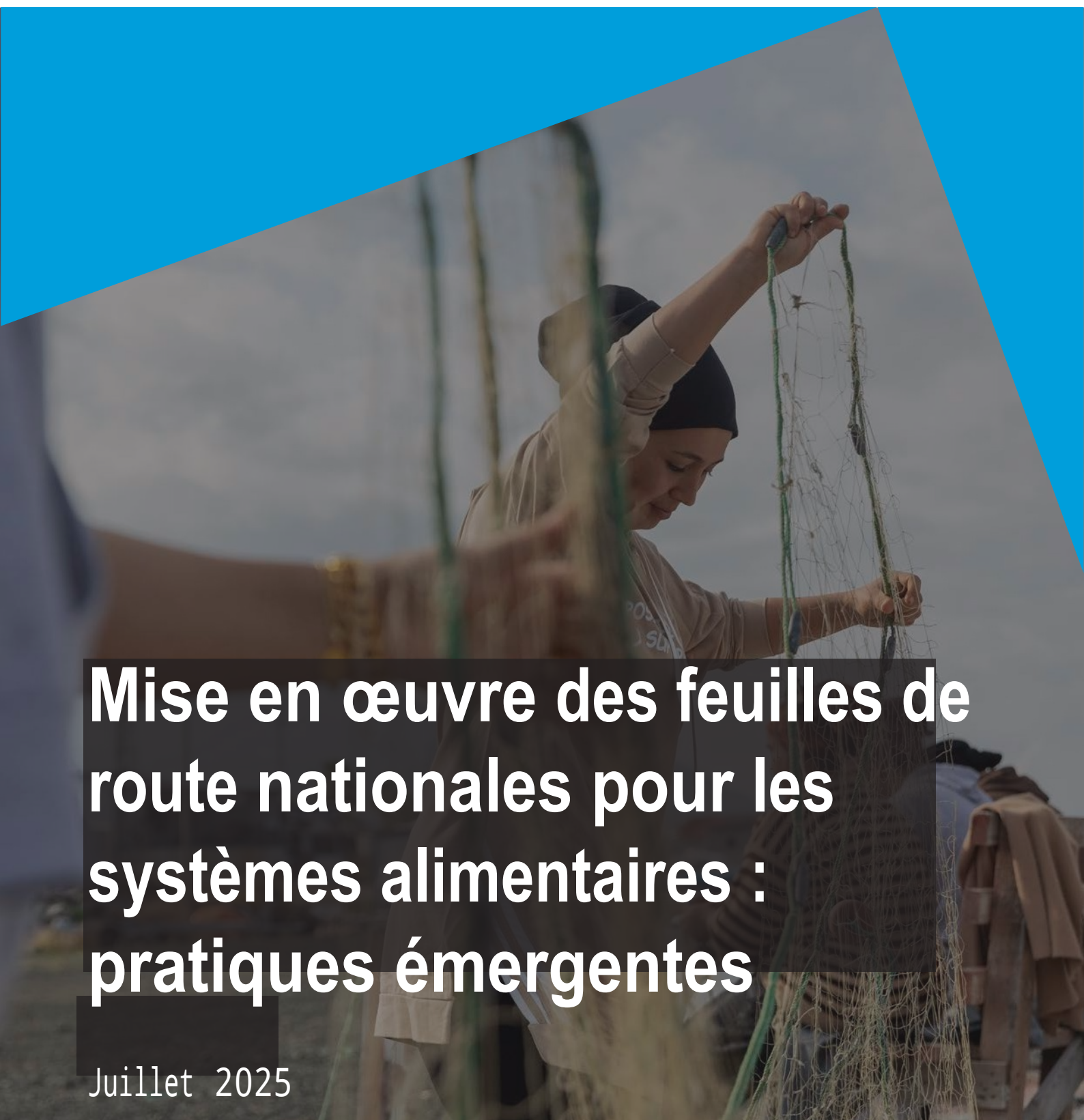


A woman wearing a dark headscarf and a light-colored long-sleeved shirt is focused on mending a large, green fishing net. She is holding the net with both hands, pulling it taut. The background is slightly blurred, showing what appears to be a coastal or fishing area with some equipment and a cloudy sky. The image is framed by a large blue triangle on the right side.

Mise en œuvre des feuilles de route nationales pour les systèmes alimentaires : pratiques émergentes

Juillet 2025



Funded by
the European Union

Photo de couverture :© FAO/Bradley Secker

Turquie – Fikriye Şeyma Uçar (au centre) répare des filets de pêche avec d'autres travailleuses au port d'Arsuz, dans le sud de la Turquie, dans la province de Hatay.

TABLE DES MATIÈRES

Remerciements	iv
01 OUVRIR LA VOIE À LA TRANSFORMATION DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES	1
02 VISION, DÉVELOPPEMENT ET MISE EN ŒUVRE DES FEUILLES DE ROUTE NATIONALES	4
2.a. Dialogues sur les systèmes alimentaires	6
2.b. Document sur la voie à suivre	7
2.c. Financement de la mise en œuvre de la feuille de route	7
Plan d'action chiffré	8
Évaluations et stratégies de financement	9
Suivi des budgets et du financement des systèmes alimentaires	10
Plans d'investissement	11
2.d. Convergence des programmes, intégration et localisation de la voie à suivre	12
Convergence	12
Intégration	13
Localisation	14
2.e. Gouvernance et coordination	15
Structure de gouvernance dirigée par le gouvernement	15
Écosystème d'appui	16
2.f. Suivi et évaluation de la mise en œuvre de la feuille de route	17
2.g. Révision de la voie	17
03 CONCLUSION	19
04 RÉFÉRENCES	20

REMERCIEMENTS

Ce document a été élaboré par le Pôle de coordination des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, avec la contribution substantielle de la Division des systèmes agroalimentaires et de la sécurité alimentaire (ESF) de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), dans le cadre du projet « *Accélérer la transformation des systèmes alimentaires grâce à un modèle de réussite évolutif* », financé par l'Union européenne. Il s'appuie sur des travaux antérieurs financés par l'UE de 2021 à 2023, dans la perspective du bilan⁴ ans après le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires (Bilan 4 ans après le Sommet sur les systèmes alimentaires), qui se tiendra du 27 au 29 juillet 2025 à Addis-Abeba, en Éthiopie.

Le document met en évidence les bonnes pratiques émergentes dans la mise en œuvre des feuilles de route nationales pour la transformation des systèmes alimentaires dans une vingtaine de pays, ainsi que les données plus générales recueillies par le Pôle grâce aux rapports nationaux volontaires sur les progrès accomplis, aux dialogues nationaux et aux entretiens avec les coordonnateurs nationaux depuis 2022. Bien qu'il soit destiné à un large public mondial, il constitue également une ressource pratique et opportune pour les pays participant au projet financé par l'UE « *Accélérer la transformation des systèmes alimentaires grâce à un modèle de réussite évolutif* », qui soutient l'apprentissage entre pairs et le partage d'expériences, les aidant ainsi à identifier des modèles de mise en œuvre efficaces pouvant être adaptés à leur propre contexte.

Ce document est le fruit des efforts conjoints du groupe de travail pour la mise en œuvre réussie des feuilles de route nationales. Ce groupe de travail rassemble un large éventail de partenaires, dont l'engagement et les contributions ont été essentiels. Parmi ceux-ci figurent la Coalition pour l'agroécologie, l'Alliance mondiale pour l'amélioration de la nutrition (GAIN), la Coalition pour le lien entre l'aide humanitaire, le développement et la paix, ainsi que les agences basées à Rome : la FAO, le Fonds international de développement agricole (FIDA) et l'Organisation alimentaire mondiale (PAM).

Une reconnaissance particulière revient aux huit pays qui participent au projet financé par l'Union européenne intitulé « *Accélérer la transformation des systèmes alimentaires grâce à un modèle de réussite évolutif* », dont l'engagement actif au sein du groupe de travail a éclairé et renforcé ces travaux : le Cameroun, la République dominicaine, Fidji, Kiribati, Madagascar, la Mauritanie, la Sierra Leone et la Zambie.

Nous remercions également les coordonnateurs nationaux et les équipes techniques des 23 pays, de la région du Sahel et du Groupe de travail régional sur l'alimentation et la nutrition pour l'Asie et le Pacifique, dont les bonnes pratiques sont mises en avant : Bhoutan, Brésil, Cambodge, Cameroun, Costa Rica, Éthiopie, Ghana, Guatemala, Indonésie, Jordanie, Kenya, République kirghize, Liban, Népal, Nigéria, Sierra Leone, Somalie, Suisse, Tadjikistan, Tanzanie, Thaïlande, Timor-Leste et Ouganda.

CHAPITRE 1

PRÉPARER LE TERRAIN POUR LA TRANSFORMATION DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES

Bien que la disponibilité alimentaire se soit améliorée au cours des dernières décennies, les systèmes alimentaires peinent encore à fournir une alimentation adéquate et à garantir des moyens de subsistance équitables pour tous. En 2023, 735 millions de personnes souffraient de la faim, dont plus de 295 millions dans 53 pays en situation de crise alimentaire, soit une augmentation de 5 % par rapport à l'année précédente¹, et plus de 3,1 milliards de personnes n'avaient pas les moyens de s'alimenter sainement. Parallèlement, plus de 2,8 milliards d'adultes étaient en surpoids ou obèses, ce qui reflète le triple fardeau de la malnutrition. De nombreux travailleurs des systèmes alimentaires sont également confrontés à l'insécurité alimentaire et à la pauvreté⁽²⁾.

De plus, les systèmes alimentaires génèrent un tiers des émissions mondiales, 80 % de la perte de biodiversité et 70 % des prélèvements d'eau douce^{3,4}. Ils sont également vulnérables à la dégradation de l'environnement et aux phénomènes climatiques extrêmes. Les conflits prolongés, les chocs climatiques, les tensions économiques et les menaces pour la santé publique ⁽¹⁾ interagissent pour compromettre les systèmes alimentaires. Ces interactions rendent impérative l'adoption d'approches systémiques, reconnaissant l'interdépendance profonde entre les systèmes alimentaires et des questions telles que la santé, le climat, le commerce, les moyens de subsistance et l'équité.

Les systèmes alimentaires, tels que définis par la FAO (2018, adapté), englobent « l'ensemble des acteurs et leurs activités interdépendantes à valeur ajoutée impliqués dans la production, l'agrégation, la transformation, la distribution, la consommation et l'élimination (pertes ou déchets) des produits alimentaires, ainsi que les environnements économiques, sociétaux et physiques plus larges dans lesquels ils s'inscrivent ».

1 GRFC. 2025. *Rapport mondial sur les crises alimentaires 2025*. Rome, FSIN et GNAFC. <https://www.fsinplatform.org/report/global-report-food-crises-2025/> en.wikipedia.org+7openknowledge.fao.org+7weforum.org+7reddit.com+1reddit.com+1

2 FAO, FIDA, UNICEF, PAM et OMS. 2024. *L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2024*. Rome, FAO. <https://openknowledge.fao.org/items/ebe19244-9611-443c-a2a6-25cec697b361> openknowledge.fao.org+1openknowledge.fao.org+1

3 Crippa, M., et al. 2021. *Les systèmes alimentaires sont responsables d'un tiers des émissions anthropiques mondiales de GES*. *Nature Food*, 2, pp. 198–209. DOI : <https://doi.org/10.1038/s43016-021-00225-9>

4 FAO. 2021. *Contribution des systèmes agroalimentaires aux émissions et à l'impact environnemental*. Rome, FAO.

Cette définition nécessite de reconnaître et de prendre en compte le réseau complexe d'acteurs, de facteurs et de résultats au sein des systèmes alimentaires, en soulignant à la fois leur rôle essentiel dans le maintien de la vie et des moyens de subsistance et les conséquences profondes de leurs défaillances.

Conscient de l'urgence de transformer les systèmes alimentaires, le Secrétaire général de l'ONU a convoqué le **Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires de 2021, moment charnière pour catalyser des transformations audacieuses et systémiques**. Le Sommet a mis en avant l'idée que les systèmes alimentaires sont essentiels à la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et a souligné l'importance d'adopter des approches inclusives qui impliquent les gouvernements, la société civile, les acteurs du secteur privé, les peuples autochtones, les jeunes et les communautés traditionnellement marginalisées tout au long de la conception et de la mise en œuvre des solutions.

En réponse à cet appel mondial, les pays ont engagé des dialogues et formulé **des feuilles de route nationales pour la transformation des systèmes alimentaires**, c'est-à-dire des cadres politiques qui définissent la vision nationale et les priorités stratégiques pour la transformation de leurs systèmes alimentaires, afin de contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable (ODD).

Afin d'aider les pays à formuler et à mettre en œuvre leurs stratégies, le **Pôle de coordination des Nations Unies sur les systèmes alimentaires (le Pôle)**, hébergé par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), a été créé en 2022. Il sert de structure de coordination interinstitutions pour le compte du système des Nations Unies. Depuis lors, le Pôle joue un rôle central dans le soutien aux États membres, en fournissant une assistance technique, en facilitant les partenariats, en canalisant les financements, en favorisant l'apprentissage entre pairs et en promouvant des structures de gouvernance inclusives. Grâce à l'engagement des pays et à un soutien coordonné, le Pôle aide les pays à maintenir leur élan au-delà du processus du FNSS et à intégrer la réflexion sur les systèmes alimentaires dans leur planification de développement à long terme.

Lors du **Bilan 2 ans après le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires +2 (Bilan 2 ans après le Sommet sur les systèmes alimentaires)**, le Secrétaire général de l'ONU a lancé un **appel à l'action** renforçant six priorités communes : intégrer les stratégies relatives aux systèmes alimentaires dans les politiques nationales, renforcer la gouvernance, investir dans l'innovation et les données, garantir une mise en œuvre participative, renforcer la responsabilité des entreprises et débloquer des financements et des investissements.

↓ **Afghanistan – Noor Ahmad et ses enfants sont assis ensemble et mangent du pain.**
© FAO/Hashim Azizi





↑ Tadjikistan – Un vendeur dispose des tomates au marché local de Mehrjon.
© FAO/Nozim Kalandarov

Les bilans régionaux, les dialogues nationaux et les rapports volontaires des pays sur leurs feuilles de route nationales révèlent **plusieurs contraintes communes à tous les pays dans le développement et la mise en œuvre de ces feuilles de route**. Il s'agit notamment de maintenir la dynamique et l'engagement des multiples parties prenantes au-delà du Sommet, de traduire les visions de haut niveau en stratégies chiffrées et réalisables, et d'assurer l'alignement entre les priorités des systèmes et les processus de planification sectoriels ou locaux. Le financement reste **une** contrainte persistante, depuis l'évaluation des besoins jusqu'à la mobilisation, l'allocation et le suivi des ressources. La fragmentation de la gouvernance et le cloisonnement des mandats institutionnels limitent la coordination entre les ministères et les secteurs. Les lacunes en matière de données, la faiblesse des systèmes de suivi et le caractère limité des mécanismes institutionnels d'apprentissage itératif ralentissent encore davantage l'adaptation et la mise en œuvre^(5,6).

Ces contraintes reflètent des obstacles structurels qui nécessitent une combinaison de solutions techniques, d'engagement politique, d'innovations institutionnelles et d'un soutien adapté aux niveaux national et infranational.

Destiné aux coordonnateurs nationaux et aux décideurs politiques de haut niveau, **ce document contribue aux efforts nationaux et mondiaux visant à surmonter les obstacles persistants à la mise en œuvre**, en proposant des conseils pratiques, des outils et des exemples nationaux pour aider à traduire les feuilles de route nationales en matière de systèmes alimentaires en résultats mesurables.

Le document est structuré de manière à suivre le parcours pratique des feuilles de route nationales en matière de systèmes alimentaires, depuis l'élaboration et la formulation du document, sur la base des dialogues nationaux, jusqu'à l'exploration des principaux facteurs favorisant la mise en œuvre.

S'appuyant sur les expériences des pays, ce document encourage **l'apprentissage entre pays**, illustrant la manière dont les défis communs sont relevés et fournissant des points d'entrée pour l'adaptation.

5 Organisation des Nations Unies (ONU). À paraître. *Rapport du Secrétaire général de l'ONU : Bilan 4 ans après le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires +4*. Rome, Organisation des Nations Unies (ONU).

6 Pôle de coordination des Nations Unies sur les systèmes alimentaires (UNFSC). 2025. *Questionnaire sur l'examen volontaire de la transformation des systèmes alimentaires au niveau national, Bilan 4 ans après le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires*. Rome, FAO.

CHAPITRE 2

VISION, DÉVELOPPEMENT ET MISE EN ŒUVRE DE LA FEUILLE DE ROUTE NATIONALE

Depuis le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires de 2021 (UNFSS), 155 pays ont nommé un coordonnateur national et se sont engagés dans le processus de l'UNFSS. Alors que 128 pays ont défini leur vision de la transformation des systèmes alimentaires dans des documents nationaux officiels, d'autres ont intégré leur vision dans leurs stratégies, politiques et plans existants.

En 2024, plus de 70 % des pays avaient intégré leur vision nationale dans leurs stratégies de développement ou leurs plans sectoriels⁷. Cette harmonisation croissante témoigne d'une volonté politique de plus en plus forte. Cependant, une transformation fondamentale nécessite plus qu'un simple engagement : elle requiert un leadership cohérent, des institutions solides et un engagement soutenu auprès des personnes les plus touchées par les systèmes alimentaires. Lorsqu'elles sont élaborées et mises en œuvre efficacement, les feuilles de route nationales peuvent servir de base à cette transformation.

Ce document soutient l'élaboration et la mise en œuvre des feuilles de route et autres engagements en matière de systèmes alimentaires, en ciblant principalement les pays qui disposent de documents spécifiques à ce sujet. Il reconnaît que les pays s'engagent dans leurs feuilles de route de différentes manières : certains les considèrent comme des cadres centraux, intégrés dans la planification sectorielle, nationale et locale ; d'autres les utilisent comme une vision de haut niveau à mettre en œuvre par le biais des politiques et stratégies existantes en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, des plans de développement nationaux ou d'autres politiques sectorielles. Il reconnaît également que certains pays n'ont pas encore élaboré de document de feuille de route ou utilisent des approches alternatives.

⁷ Centre de coordination des systèmes alimentaires des Nations Unies (UNFSSCH). 2024. *Rapport de synthèse sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre des plans nationaux d'W*. Rome, FAO.

Les feuilles de route ne sont pas des plans statiques ; ce sont des documents évolutifs qui s'adaptent en fonction des changements de contexte national, des nouvelles données disponibles et du dialogue itératif. Leur rôle est de guider l'action et la coordination entre les ministères, les secteurs et les parties prenantes.

L'élaboration et la mise en œuvre d'une feuille de route nationale pour les systèmes alimentaires ne sont pas une démarche ponctuelle, mais un processus structuré, inclusif et itératif qui traduit une vision en actions coordonnées. Les pays qui ont réalisé les progrès les plus significatifs suivent généralement une séquence qui commence par des dialogues à large échelle et se poursuit par la formulation d'un document de feuille de route cohérent, ancré dans les politiques et les plans nationaux, et conçu pour favoriser la mise en œuvre en identifiant les forces, les lacunes et les vulnérabilités, permettant ainsi une mise en œuvre réaliste et adaptative.

Les dialogues sur les systèmes alimentaires constituent la pierre angulaire de l'élaboration de feuilles de route nationales inclusives. Les sous-sections suivantes présenteront tout d'abord ces éléments - les dialogues et le document sur les voies à suivre - en tant que fondements essentiels à la définition d'une vision commune et d'une stratégie structurée pour la transformation des systèmes alimentaires. Elles poursuivront en présentant les principaux moyens de mettre en œuvre la feuille de route nationale :

- élaborer un plan d'action chiffré, réaliser des évaluations et des stratégies de financement, suivre les budgets et le financement des systèmes alimentaires, et formuler des plans d'investissement ;
- faire converger les programmes, intégrer et localiser la voie à suivre ;
- mettre en place des mécanismes de gouvernance solides ;
- suivre et évaluer la mise en œuvre des parcours ;
- et révision régulière de la feuille de route.

Ensemble, ces éléments garantissent que les feuilles de route restent des instruments inclusifs, réalisables et adaptables pour la transformation durable des systèmes alimentaires.

↓ **Sri Lanka – Un ouvrier agricole prépare des ananas pour la récolte dans le cadre des efforts visant à renforcer les pratiques agricoles résilientes et durables.**
© FAO/David Blacker



2.A. DIALOGUES SUR LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES ET L'

Les dialogues sur les systèmes alimentaires favorisent la compréhension mutuelle, la légitimité et l'appropriation politique. Fondés sur l'approche du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires de 2021 (figure 1), ils encouragent la collaboration entre les institutions gouvernementales, la société civile, les organisations de producteurs, les peuples autochtones, les groupes de jeunes, les universités, le secteur privé, les entités des Nations Unies et les partenaires de développement. Ils contribuent à harmoniser les priorités, à identifier les compromis et à promouvoir l'intégration des politiques et l'action collective.

FIGURE 1

Structure méthodologique suggérée pour les dialogues du sommet sur les systèmes alimentaires

Participation diversifiée

Conçu pour être inclusif, il mobilise les parties prenantes issues du gouvernement, de la société civile, du secteur privé et bien d'autres encore.

Format structuré

Comprend des discussions en petits groupes et des séances de synthèse, guidées par des questions précises.

Rôles définis

Les organisateurs planifient, les conservateurs modèrent et les animateurs veillent à ce que la discussion soit inclusive.

Sujets axés sur la vision

Se concentrer sur les visions des systèmes alimentaires à l'horizon 2030 afin d'identifier les mesures transformatrices à court terme.

Résultats concrets

Les dialogues génèrent des idées, mettant en évidence les convergences et les divergences pour alimenter les politiques.

Malgré le rôle fondamental des dialogues multipartites dans l'élaboration et la mise en œuvre des voies à suivre, les coordonnateurs nationaux signalent que les principaux obstacles auxquels ils sont confrontés sont le financement limité et imprévisible des dialogues, la faiblesse de l'ancrage institutionnel, la dépendance à l'égard de facilitateurs externes, l'insuffisance de l'inclusivité et les déséquilibres de pouvoir. Dans certains contextes, les coordonnateurs ne disposent pas de mandats ou d'autorité officiels pour organiser des processus multisectoriels, ce qui rend difficile le maintien de la dynamique et la garantie d'un suivi^{5,6}.

L'inclusivité reste également une préoccupation majeure. La participation des femmes, des jeunes, des peuples autochtones et des populations vulnérables a été inégale, en particulier dans les zones rurales et infranationales. De plus, les résultats des dialogues ne se traduisent souvent pas en politiques ou en investissements concrets en raison de lacunes en matière de coordination, de capacités techniques limitées et de liens faibles avec la budgétisation^{5,6}.

La lassitude face aux consultations, les contraintes de temps et le manque de clarté des incitations peuvent limiter davantage la participation durable, en particulier dans les contextes où les processus de consultation sont fragmentés ou répétitifs^{5,6}.

Malgré ces défis, **de nombreux pays ont réussi à institutionnaliser les processus de dialogue**. **WLe Ghana et le Guatemala**, dans le cadre du projet « *Soutenir les dialogues nationaux pour accélérer la transition vers des systèmes alimentaires durables, résilients, sains et équitables* » financé par le gouvernement danois (le Fonds danois), ont surmonté des obstacles courants, tels que la faiblesse des mandats, la coordination fragmentée et l'inclusivité limitée, en ancrant leurs dialogues dans des institutions solides, en menant des actions délibérées de sensibilisation auprès des groupes marginalisés et en reliant les résultats des dialogues aux processus de planification nationale. Des processus structurés, un leadership politique efficace et un soutien externe ciblé permettent d'assurer la continuité au-delà d'événements ponctuels.

Ces exemples montrent que des mandats bien définis, un financement stratégique et durable, ainsi qu'une appropriation institutionnelle locale sont essentiels pour transformer les dialogues sur les systèmes alimentaires en mécanismes à long terme favorisant l'alignement, l'intégration, la responsabilité et le changement systémique.

2.B. PATHWAY DOCUMENT

Un document de feuille de route solide établit des priorités, des actions et des mécanismes de responsabilisation clairs pour transformer les systèmes alimentaires, tout en guidant la mise en œuvre, la gouvernance et l'alignement sur les objectifs nationaux et mondiaux. Fondé sur une analyse interministérielle solide des politiques alimentaires, il identifie les politiques pertinentes, les points forts, les compromis et les lacunes, ouvrant la voie à l'intégration de la feuille de route dans des cadres politiques nationaux plus larges et cohérents.

Pourtant, de nombreux pays font état d'obstacles persistants. Parmi les défis à relever figurent la traduction d'ambitions générales en stratégies adaptées aux besoins spécifiques de chaque pays, la faible application de la pensée systémique, le caractère limité des données localisées et l'ambiguïté concernant la portée de la transformation autant de facteurs qui réduisent la cohérence et l'adoption des politiques^{5,6}.

Malgré ces défis, **plusieurs pays ont élaboré des documents de feuille de route convaincants**, offrant des informations précieuses sur les mesures efficaces. Les feuilles de route solides reposent sur **des diagnostics inclusifs, une coordination interministérielle et la cohérence des politiques**. Des évaluations approfondies des systèmes alimentaires, menées dans 49 pays dans le cadre de **l'Initiative pour la transformation durable des systèmes agroalimentaires** avec le soutien technique et financier du Centre d'investissement de la FAO et du Centre de recherche agricole pour le développement international (CIRAD), ont aidé ces pays à cartographier leur système alimentaire, à identifier les goulets d'étranglement et les leviers pour transformer leur système alimentaire, et à éclairer la formulation de leurs feuilles de route nationales pour la transformation des systèmes alimentaires. Ancrer la feuille de route dans les processus de planification nationale permet d'aligner la transformation des systèmes alimentaires sur des objectifs de développement plus larges et mondiaux. Des rôles institutionnels, des stratégies d'investissement et des systèmes de suivi clairs renforcent la capacité de mise en œuvre. Un leadership gouvernemental prévisible et un soutien externe ciblé, tels que le Fonds danois et le guichet « systèmes alimentaires » du Fonds commun pour les ODD (Fonds commun ODD), contribuent à traduire les ambitions en actions structurées menées par l'État. Les expériences de pays comme **l'Éthiopie** et **le Costa Rica** illustrent la manière dont ces éléments fonctionnent dans la pratique. Ensemble, ces enseignements soulignent que les documents de feuille de route solides sont plus que des stratégies : ce sont des outils stratégiques pour conduire un changement intersectoriel intégré, responsable et adapté au contexte.

2.C. FINANCEMENT DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA STRATÉGIE

Les pays doivent **veiller à ce que leurs feuilles de route soient conçues dans une optique de mise en œuvre**, chiffrées, alignées sur les budgets nationaux et structurées de manière à attirer les investissements. Sans cette base financière, la mise en œuvre risque de stagner.

Cette section présente quatre instruments essentiels au financement de la mise en œuvre des parcours : les plans d'action chiffrés, les évaluations et stratégies de financement, le suivi du budget et du financement des systèmes alimentaires, et les plans d'investissement.

Chacun de ces éléments joue un rôle distinct, mais ils sont interconnectés et se renforcent mutuellement. Même si tous les pays ne les développent pas nécessairement de manière séquentielle, ils constituent un ensemble complet de mécanismes qui, lorsqu'ils sont utilisés collectivement, augmentent les chances de réussite de la mise en œuvre des feuilles de route nationales.

Quatre instruments clés pour financer la mise en œuvre des trajectoires

1. **Les plans d'action chiffrés** traduisent les priorités des feuilles de route en actions concrètes et budgétisées.
2. **Les évaluations et les stratégies de financement** estiment les besoins totaux en ressources et les déficits de financement, guidant ainsi les choix stratégiques en matière de financement.
3. **Le suivi des budgets et des financements consacrés aux systèmes alimentaires** offre la visibilité nécessaire pour comprendre où sont alloués les budgets publics, les ressources des bailleurs de fonds et les capitaux privés dans les systèmes alimentaires, ce qui permet de prendre des décisions éclairées et d'améliorer la coordination.
4. **Les plans d'investissement** regroupent les priorités en propositions bancables, prêtes à être mobilisées.

Dans ces quatre domaines, les pays sont confrontés à des obstacles persistants, notamment une capacité technique limitée pour élaborer des plans d'action chiffrés, un manque d'outils standardisés pour évaluer les financements, une faible visibilité des dépenses consacrées aux systèmes alimentaires dans les budgets publics et ceux des bailleurs de fonds, et des processus fragmentés pour préparer des propositions prêtes à être investies^{5,6}.

Malgré ces défis persistants, un nombre croissant de pays progressent grâce à des initiatives nationales et à un soutien extérieur ciblé.

Avec le soutien du Fonds danois et du Fonds de démarrage, plusieurs pays ont élaboré des plans d'action détaillés et chiffrés, intégrés dans leurs systèmes nationaux. Grâce à l'outil **de suivi des flux financiers à destination des systèmes alimentaires (3FS)** développé par le Fonds international de développement agricole (FIDA) et la Banque mondiale (BM) avec le soutien du Pôle et du Centre d'investissement de la FAO dans le cadre du programme **Sustainable Agrifood Systems Intelligence (SASI)**, de nombreux pays ont acquis de nouvelles capacités pour suivre les dépenses dans tous les secteurs et analyser le financement des systèmes alimentaires. Parallèlement, le soutien apporté par des mécanismes mondiaux, notamment le Fonds commun pour les ODD, le Fonds vert pour le climat et le Fonds pour l'environnement mondial, a aidé les gouvernements à identifier les priorités d'investissement et à préparer des propositions systémiques susceptibles d'être financées. Ensemble, ces efforts démontrent comment un leadership national coordonné et une aide ciblée peuvent faciliter la mise en œuvre d'architectures de financement prêtes à l'emploi.

Plan d'action chiffré

Pour mettre en œuvre cette feuille de route, les pays doivent la traduire en **un plan d'action chiffré qui relie les objectifs à des activités séquencées, attribue les responsabilités institutionnelles, aligne les priorités sur le financement et définit les calendriers de mise en œuvre**. Ces plans servent de pont entre la vision et la réalisation.

De nombreux pays sont confrontés à des défis importants dans l'élaboration de plans d'action chiffrés. Les coordonnateurs nationaux citent souvent **comme principaux obstacles le manque d'outils et de capacités techniques pour l'établissement du budget, la faible coordination avec les ministères des finances et les difficultés à aligner les besoins en ressources sur les sources de financement disponibles**^{5,6}.

Malgré ces obstacles, certains pays ont réalisé des progrès notables ; par exemple, **la Tanzanie** et la **République kirghize** ont élaboré des plans d'action chiffrés grâce à des processus inclusifs, à un engagement institutionnel fort et au soutien catalyseur du Pôle.

Dans le cadre du projet Startup Fund⁸, **la Tanzanie** a élaboré un plan d'action chiffré à travers un processus multisectoriel mené par le gouvernement et l'a harmonisé avec succès avec ses systèmes budgétaires nationaux. La **République kirghize**, dans le cadre du projet Danish Fund, a intégré le chiffrage de la mise en œuvre dans son plan d'action. Ces exemples montrent comment l'intégration du chiffrage et des budgets existants dans les plans d'action, soutenue par une collaboration intersectorielle, peut améliorer la coordination et renforcer la préparation à la mise en œuvre.

La conclusion générale est claire : **les plans d'action efficaces et chiffrés sont réalistes, limités dans le temps et ancrés au niveau national**. Ils exigent une définition claire des rôles, une intégration dans les systèmes de financement et les cycles budgétaires, ainsi qu'un développement inclusif. Si l'aide extérieure peut catalyser les progrès, c'est finalement un leadership soutenu et une harmonisation avec les systèmes nationaux qui garantissent la mise en œuvre.

Évaluations et stratégies de financement

Les évaluations et stratégies de financement sont essentielles à la mise en œuvre de la feuille de route. Elles **permettent d'estimer les besoins totaux en ressources et en investissements, d'identifier les déficits de financement et de définir la combinaison appropriée de sources de financement publiques, privées et externes**.

Fondées sur des données réelles et des contributions intersectorielles, ces évaluations permettent aux gouvernements de concevoir des stratégies d'investissement réalisables et séquentielles qui répondent aux objectifs nationaux.

Toutefois, les organisateurs font état de difficultés récurrentes : **les priorités en matière de systèmes alimentaires sont souvent peu prises en compte dans les stratégies nationales de financement, les cadres intégrés permettant d'évaluer les besoins intersectoriels font défaut et l'engagement des ministères des finances et des banques de développement reste limité**^{5,6}.

Néanmoins, des progrès sont possibles. Les cas de **l'Indonésie** et de **la Jordanie**, soutenus respectivement par le Fonds de démarrage et le Fonds commun pour les ODD, montrent comment ces évaluations peuvent éclairer des stratégies de financement globales alignées sur les priorités nationales.

⁸ Le Fonds de démarrage a été financé par trois projets : le financement de base de la FAO, le projet financé par le Mécanisme flexible multipartenarial (FMM) intitulé « *Walking the talk of Food Systems Transformations: Enacting Food Systems for People, Planet and Common Prosperity* » (Mettre en œuvre les transformations des systèmes alimentaires : instaurer des systèmes alimentaires pour les populations, la planète et la prospérité commune) et le projet financé par la Norvège intitulé « *Fast-tracking food system transformation in selected countries through support to national pathways implementation* » (Accélérer la transformation des systèmes alimentaires dans certains pays grâce au soutien à la mise en œuvre des plans d'action nationaux pour la transformation des systèmes alimentaires).



↑ Kenya – Un agriculteur inspecte des cultures hydroponiques, reflétant les progrès réalisés dans la transformation agricole.
© FAO/Eduardo Soteras

Les étapes fondamentales consistent à estimer les besoins d'investissement totaux, à identifier les déficits de financement et à recenser les sources de financement afin d'élaborer des stratégies de financement adaptées aux contextes nationaux. Pour les coordonnateurs nationaux, cela souligne l'importance d'intégrer ces évaluations dès le début du processus de mise en œuvre afin de garantir la cohérence, la faisabilité et l'intégration fiscale entre les différents secteurs.

Lorsqu'elles s'appuient sur un dialogue inclusif, un leadership fort et une planification structurée, les évaluations financières contribuent à intégrer les priorités des systèmes alimentaires dans les cadres budgétaires et à transformer les ambitions en actions concrètes.

Suivi des budgets et du financement des systèmes alimentaires

Le suivi des budgets et des financements consacrés aux systèmes alimentaires est un moyen essentiel pour mettre en œuvre les feuilles de route nationales pour la transformation des systèmes alimentaires. Il permet aux gouvernements de comprendre où les ressources (publiques, privées et externes) sont actuellement allouées dans le système alimentaire. En cartographiant les dépenses, en identifiant les lacunes et en signalant les inefficacités, les pays peuvent aligner leurs dépenses sur les priorités de transformation des systèmes alimentaires et améliorer la coordination des ressources, la responsabilité et l'impact.

Pourtant, les organisateurs sont confrontés à des défis récurrents. Il n'existe **pas de méthodologie standardisée pour suivre les dépenses liées aux systèmes alimentaires. Les systèmes de gestion des finances publiques sont souvent fragmentés, et le financement des partenaires de développement est fréquemment mal aligné sur les plans nationaux ou mal reflété dans les systèmes gouvernementaux^{5,6}**.

Pourtant, certains pays vont de l'avant. **Le Kenya** et **la Sierra Leone** offrent des exemples de progrès, soutenus respectivement par **l'outil 3FS** et le **Centre d'investissement de la FAO**. Au **Kenya**, l'outil 3FS a permis au gouvernement de produire une carte détaillée et intersectorielle des dépenses consacrées aux systèmes alimentaires, qui a servi de base à la planification nationale. En **Sierra Leone**, le soutien institutionnel a contribué à intégrer le suivi des dépenses dans leur stratégie phare Feed Salone, permettant une coordination interministérielle et une vision plus claire des flux de ressources entre les secteurs.

Les étapes fondamentales consistent notamment à établir des méthodologies pour cartographier les dépenses dans les budgets publics et ceux des bailleurs de fonds, à renforcer les capacités institutionnelles pour suivre les flux intersectoriels et à intégrer les résultats dans les cadres de planification et de budgétisation.

Lorsqu'il s'appuie sur des outils solides, un soutien institutionnel et une adhésion politique, le suivi budgétaire devient un levier pratique pour assurer la cohérence, la transparence et une mise en œuvre plus efficace des feuilles de route nationales.

Plans d'investissement

Les plans d'investissement sont un instrument essentiel pour mettre en œuvre les feuilles de route nationales. Ils traduisent les priorités stratégiques en projets structurés, chiffrés et séquencés qui orientent la mobilisation des ressources et alignent le financement sur les objectifs nationaux.

Un plan d'investissement bien conçu aide les gouvernements à identifier les interventions bancables, à démontrer leur état de préparation à leurs partenaires et à concilier leurs ambitions et leurs résultats.

Cependant, les pays sont confrontés à des défis persistants : rares sont ceux qui disposent de projets prêts à être investis, les outils d'atténuation des risques pour attirer les capitaux privés restent limités et l'incertitude politique décourage souvent l'engagement du secteur privé. La coordination entre les ministères concernés et les autorités financières ou chargées de la planification est également souvent faible^{5,6}.

Malgré ces contraintes, des progrès sont en train de se dessiner. Avec le soutien du **Fonds commun pour les ODD**, des initiatives de préparation du Fonds **vert pour le climat** et de l'**initiative Hand-in-Hand de la FAO**, des pays tels que **le Bhoutan** et les gouvernements **du Sahel** ont fait progresser leur planification stratégique et réaliste des investissements.

Leur succès reflète une approche délibérée : commencer par un leadership politique et une clarté institutionnelle, relier les systèmes alimentaires à des objectifs plus larges en matière de développement et de climat, et utiliser le ciblage spatial et les diagnostics de la chaîne de valeur pour identifier les domaines à fort impact.

Les **étapes fondamentales** de la planification des investissements consistent à définir les rôles institutionnels, à aligner les interventions sur les priorités politiques existantes, à classer les projets en fonction de leur capacité de mise en œuvre et à présenter les propositions sous une forme qui trouve un écho auprès des bailleurs de fonds publics et privés.

La planification des investissements n'est pas seulement un exercice technique. Il s'agit d'un processus de gouvernance qui doit être mené par le pays, intégré au système et fondé sur des informations financières dès le départ. Lorsqu'ils s'appuient sur des institutions solides, des outils de diagnostic et des processus de planification inclusifs, les plans d'investissement constituent un pont pratique entre l'ambition et le financement.

↓ **Sénégal – Les femmes du Sahel utilisent des citernes de récupération d'eau de pluie pour cultiver leur potager toute l'année, améliorer la sécurité alimentaire et renforcer la résilience de leur communauté.**
© Benedicte Kurzen/NOOR pour la FAO



2.D. CONVERGENCE DES PROGRAMMES, INTÉGRATION ET LOCALISATION DE LA VOIE

Plutôt que d'exister de manière isolée, les voies sont de plus en plus utilisées pour aligner les priorités, les mandats et les budgets entre les différents secteurs, en reliant la voie des systèmes alimentaires aux stratégies climatiques, nutritionnelles, de biodiversité et de résilience⁹.

La cohérence des politiques garantit que les actions sectorielles fonctionnent en synergie plutôt qu'à contre-courant ; l'intégration garantit que les priorités des systèmes alimentaires sont inscrites dans les lois, les stratégies et les cadres fiscaux, ancrant ainsi la voie à suivre dans le programme de développement durable.

Cependant, les pays sont confrontés à une série de défis récurrents dans ce domaine. **Le cloisonnement institutionnel, la faible coordination interministérielle, le manque de cohérence des politiques nationales, les objectifs concurrents, les compromis, les conflits d'intérêts et le déséquilibre entre les budgets** et les ressources empêchent souvent la convergence des programmes. Dans de nombreux cas, les objectifs des systèmes alimentaires sont intégrés de manière incohérente dans les stratégies sectorielles ou perturbés par les transitions politiques. Au niveau local, les ressources et les capacités limitées, la faible coordination et le manque d'outils de suivi entravent la mise en œuvre des mesures^(5,6).

Malgré ces difficultés, plusieurs pays ont trouvé des moyens de renforcer la cohérence, de favoriser l'alignement intersectoriel et de relier les feuilles de route nationales à des priorités plus larges en matière de développement, de nutrition et de climat. Les pays appliquent trois facteurs interdépendants – **convergence, intégration et localisation** – qui contribuent à ancrer la voie des systèmes alimentaires dans les systèmes politiques et de gouvernance à tous les niveaux.

Convergence

La convergence des programmes est un facteur fondamental de la transformation des systèmes alimentaires, car elle favorise l'alignement de la feuille de route nationale sur d'autres objectifs clés du développement durable, tels que le climat, la biodiversité, la nutrition, la santé, le commerce et la protection sociale. Cet alignement accélère la mise en œuvre en tirant parti des synergies, en réduisant les conflits politiques et en améliorant l'accès à un financement intégré.

Il est essentiel de concevoir et de positionner la feuille de route nationale dans une perspective de convergence. L'Initiative pour la convergence du Pôle de coordination des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, lancée lors de la COP28, aide les pays à harmoniser leurs systèmes alimentaires et leurs programmes climatiques. Grâce à ce mécanisme, des plans d'action pour la convergence (CAB) sont élaborés afin d'intégrer les priorités des systèmes alimentaires dans les instruments de planification en matière de climat, de biodiversité, de nutrition et de développement.

Ce processus de convergence se heurte souvent à des difficultés. Le cloisonnement institutionnel et la faible coordination interministérielle empêchent une harmonisation efficace avec les contributions déterminées au niveau national (CDN), les Plans nationaux d'adaptation (PNA), les stratégies en matière de biodiversité et les cadres nutritionnels. Les incitations sectorielles contradictoires et la fragmentation budgétaire peuvent également compromettre les efforts de cohérence^{5,6}.

Malgré ces obstacles, **plusieurs pays ont utilisé le processus structuré de l'Initiative pour la convergence pour briser les cloisonnements, intégrer les systèmes alimentaires dans une planification plus large et définir des voies d'action intégrée.**

9 FAO et Forum économique mondial. 2022. *Transformer les systèmes alimentaires : voieW ays for Country-led Innovation*. Rome/Genève. FAO et Forum économique mondial. <https://openknowledge.fao.org/handle/20.500.14283/cb8342en> en.wikipedia.org+15openknowledge.fao.org+15openknowledge.fao.org+10openknowledge.fao.org+10openknowledge.fao.org+10

Le Cameroun et la Thaïlande, par exemple, montrent que la convergence n'est pas un principe abstrait, mais un catalyseur pratique de la mise en œuvre. **Lorsque les priorités des systèmes alimentaires s'alignent sur les objectifs en matière de climat, de biodiversité, de nutrition et de santé, les pays peuvent libérer des synergies, réduire les inefficacités et attirer de nouvelles sources de financement.** L'expérience du Cameroun illustre comment la convergence favorise la résilience en établissant un lien entre les programmes alimentaires et climatiques. La Thaïlande montre comment un alignement structuré, mené par le gouvernement, et l'engagement de l'ensemble de la société institutionnalisent la convergence entre les plans et les politiques nationaux. Ensemble, ces exemples démontrent que la convergence est plus efficace lorsqu'elle est centrée sur les personnes, soutenue politiquement et intégrée dans les systèmes nationaux.

Intégration

Pour qu'une feuille de route nationale pour la transformation des systèmes alimentaires passe de la vision à l'action, elle doit être intégrée dans les instruments juridiques, politiques et de planification qui guident la prise de décision au niveau national. Sans cette intégration, les feuilles de route risquent de rester des documents ambitieux déconnectés de la mise en œuvre.

L'intégration d'une voie dans les cadres nationaux, tels que les stratégies et politiques sectorielles, les plans de développement et les instruments budgétaires, garantit l'appropriation institutionnelle, la responsabilité et la durabilité. Elle permet également l'alignement sur les cycles d'investissement nationaux et les mécanismes de mise en œuvre.

Les coordonnateurs nationaux signalent des obstacles persistants à ce processus. Il s'agit notamment d'une intégration incohérente dans les stratégies et les plans sectoriels, de la difficulté à s'harmoniser avec les priorités de développement existantes et des perturbations causées par les transitions politiques. En conséquence, les objectifs des systèmes alimentaires ne se traduisent pas toujours en actions concrètes à l'échelle du gouvernement^{5,6}.

Certains pays ont réussi à relever ces défis. **L'Ouganda et le Liban démontrent que le succès repose sur un ancrage institutionnel délibéré, un alignement juridique et un engagement inclusif.** L'Ouganda a utilisé l'analyse des lacunes politiques, une communication à grande échelle et des plateformes de coordination pour intégrer sa voie dans les feuilles de route nationales et sectorielles. Le Liban, dans le cadre du projet du Fonds danois, a institutionnalisé la transformation en ancrant le droit à l'alimentation dans la législation nationale, reliant ainsi la feuille de route à des réformes juridiques et politiques plus larges. Ces exemples confirment que **l'intégration renforce la légitimité, permet l'alignement avec les systèmes de planification et de budgétisation existants et assure la continuité au-delà des cycles politiques.** Les cadres juridiques, les stratégies de communication et le leadership de haut niveau sont essentiels pour garantir l'appropriation par l'ensemble du gouvernement et assurer la mise en œuvre à long terme.

↓ Liban – Jana Al-Houri, une étudiante en agriculture âgée de 19 ans, s'occupe de sa propre ferme, illustrant ainsi l'engagement des jeunes dans l'agriculture durable.
© FAO/Marwan Tahtah



Localisation

Localiser la mise en œuvre des feuilles de route nationales pour la transformation des systèmes alimentaires signifie intégrer les ambitions nationales dans les politiques, les processus de planification et les systèmes budgétaires infranationaux. Cela permet aux municipalités et aux institutions locales de traduire ces feuilles de route en actions concrètes et adaptées au contexte local, garantissant ainsi que les stratégies nationales tiennent compte des priorités locales et y répondent. La localisation est essentielle, car elle permet aux stratégies nationales en matière de systèmes alimentaires de se traduire en changements réels en les intégrant dans les politiques, les plans et les budgets locaux.

La localisation reste l'un des aspects les plus difficiles de la mise en œuvre. Les coordonnateurs nationaux font état d'une participation limitée des gouvernements locaux à l'élaboration des feuilles de route nationales, de faibles capacités au niveau infranational, d'une coordination fragmentée et d'un manque d'outils de suivi et de planification adaptés au contexte local. Ces lacunes empêchent souvent un alignement significatif entre les objectifs nationaux et les actions locales^{5,6}.

Néanmoins, certains pays démontrent comment **la localisation peut être renforcée grâce à un ancrage juridique, un renforcement ciblé des capacités et des mécanismes de coordination structurés.** **Le Népal** et **le Timor-Leste** illustrent comment la transformation des systèmes alimentaires est institutionnalisée au niveau municipal grâce à une planification participative, à l'alignement budgétaire et à une gouvernance inclusive. **Le Népal**, soutenu par le Fonds de démarrage, démontre comment les droits constitutionnels, l'ancrage juridique et un soutien structuré peuvent donner aux municipalités les moyens de mener des actions adaptées à leur contexte. **Le Timor-Leste** montre comment un leadership politique efficace, l'engagement communautaire et l'intégration dans les systèmes de gouvernance locale peuvent avoir un impact durable. Ces expériences confirment que **la localisation est plus efficace lorsque les mandats juridiques, la coordination entre les différents acteurs et le financement convergent**, transformant ainsi les ambitions en actions concrètes et appropriées par les communautés.

↓ **Népal – Des femmes agricultrices népalaises se réunissent dans une école de terrain pour mettre en œuvre des pratiques intelligentes face au climat et proposer des solutions agricoles adaptées au contexte local.**

© Chris Steele-Perkins/Magnum Photos pour la FAO



2.E. GOUVERNANCE ET COORDINATION

La gouvernance des systèmes alimentaires désigne les processus et les institutions par lesquels les acteurs publics et du secteur privé négocient les priorités, prennent des décisions et sont tenus responsables de la transformation des systèmes alimentaires. Elle implique la gestion des compromis, la promotion de la coordination entre les secteurs et les échelles, et le renforcement de la responsabilité des différentes parties prenantes¹⁰.

Un facteur essentiel à la mise en œuvre des voies d'action, à une gouvernance efficace et à la coordination est également l'un des défis les plus persistants. Il nécessite une action coordonnée à différents niveaux et dans différents secteurs, afin de garantir l'intégration et la cohérence des politiques et de leur mise en œuvre. Une gouvernance efficace implique des processus inclusifs et participatifs dans lesquels toutes les parties prenantes, y compris les groupes marginalisés, ont leur mot à dire, favorisant ainsi une compréhension commune et une prise de décision équilibrée.

Les sections suivantes examinent deux composantes distinctes mais complémentaires de la gouvernance des systèmes alimentaires : **les structures dirigées par les gouvernements** et **les écosystèmes de soutien non étatiques**. Lorsque les structures dirigées par les gouvernements et les acteurs non étatiques travaillent en synergie, ils combinent autorité institutionnelle et légitimité sociétale, expertise technique et connaissances approfondies, ce qui permet une diversité de perspectives dans la définition des priorités, des mécanismes de responsabilité plus solides et des capacités de mise en œuvre plus étendues. Cette interaction aide à gérer les compromis, à gérer les conflits d'intérêts et à favoriser une transformation plus adaptative et plus résiliente.

Structure de gouvernance dirigée par le gouvernement

Les structures de gouvernance des systèmes alimentaires dirigées par le gouvernement désignent les dispositifs institutionnels par lesquels les autorités publiques coordonnent, mettent en œuvre et évaluent les actions collectives visant à transformer les systèmes alimentaires.

Ancrées dans le mandat public, ces plateformes, lorsqu'elles sont soutenues par des dirigeants politiques de haut niveau, facilitent la coordination interministérielle, garantissent la cohérence entre les secteurs et harmonisent les actions nationales et locales. Elles constituent le pilier de la prise de décision participative et de la responsabilité, permettant à divers acteurs de s'engager dans des processus politiques qui reflètent des valeurs communes et des compromis négociés.

Alors que les systèmes alimentaires occupent une place de plus en plus importante dans les programmes politiques, les gouvernements peinent à mettre en place une coordination entre les ministères et les secteurs. Les architectures institutionnelles sont généralement conçues pour favoriser la spécialisation plutôt que l'intégration : les ministères fonctionnent en silos, les mandats se chevauchent et les systèmes de responsabilisation mettent l'accent sur les objectifs de performance sectoriels plutôt que sur les résultats communs. Les ressources et la visibilité sont souvent protégées, ce qui renforce la concurrence au détriment de la collaboration. En conséquence, même les efforts bien intentionnés peuvent aller à l'encontre du but recherché, et les politiques qui réussissent dans un domaine peuvent avoir des conséquences imprévues dans un autre. Dans le même temps, une coordination trop centralisée peut diluer la responsabilité ou masquer ce qui fonctionne ou ne fonctionne pas sur le terrain^(5,6).

Certains pays démontrent toutefois qu'une gouvernance efficace des systèmes alimentaires est non seulement possible, mais qu'elle s'enracine et évolue, façonnée par un apprentissage et une adaptation continus.

¹⁰ FAO. 2023. *Gouvernance pour des systèmes alimentaires durables*. Rome, FAO.

Lorsqu'elles sont efficacement institutionnalisées, ces structures servent de moteurs au changement systémique, en équilibrant l'expertise technique, la contribution des parties prenantes et l'engagement politique. Le cas de **la Somalie**, soutenu par le Fonds de démarrage, démontre qu'un ancrage politique de haut niveau, combiné à un mandat multi-ministériel et à des mécanismes de coordination structurés, permet aux gouvernements de surmonter la fragmentation et de faire des systèmes alimentaires une priorité nationale, même dans des contextes fragiles.

Le Tadjikistan, également soutenu par le Fonds de démarrage, montre comment les mandats juridiques, la clarté des procédures et la permanence institutionnelle peuvent garantir la continuité, la légitimité et la responsabilité tout au long des cycles politiques.

Ces exemples confirment **qu'une gouvernance durable dépend de l'intégration de la transformation des systèmes alimentaires dans les fonctions essentielles du gouvernement, au-delà des initiatives individuelles ou temporaires.**

Écosystème d'appui

Un écosystème de soutien est un ensemble d'acteurs non étatiques (société civile, secteur privé, milieu universitaire, agences des Nations Unies, institutions financières internationales, ONG et Coalitions d'action) qui travaillent en étroite collaboration avec les structures de gouvernance dirigées par les gouvernements **afin de faire progresser la transformation des systèmes alimentaires**. Ces acteurs apportent des capacités essentielles : connaissances ancrées dans la communauté, expertise technique, responsabilité sociale et réseaux intersectoriels.

Parmi ces acteurs, les Coalitions d'action du FNSS, qui ont vu le jour lors du Sommet sur les systèmes alimentaires de 2021 sous la forme de plateformes multipartites auto-organisées, font désormais partie intégrante de cet écosystème. Elles aident les pays à mettre en œuvre leurs feuilles de route nationales grâce à la collaboration entre pairs, à la coopération technique et à l'échange de connaissances, en accord avec les priorités définies au niveau national.

Au-delà de la mise en œuvre, **un écosystème de soutien efficace aide à définir les priorités, à maintenir la dynamique et à relier les politiques aux réalités vécues par les citoyens.** Lorsqu'il est structuré, inclusif et aligné sur les stratégies nationales, il constitue un puissant complément aux institutions publiques.

Cependant, les coordinateurs sont souvent confrontés à des contraintes : coordination fragmentée, reconnaissance limitée et peu de points d'entrée pour les acteurs locaux^{5,6}. Des exemples au **Brésil** et au sein **du Groupe de travail régional sur la nutrition et les systèmes alimentaires en Asie et dans le Pacifique** illustrent toutefois comment les écosystèmes de soutien, lorsqu'ils sont délibérément intégrés, peuvent favoriser une transformation plus inclusive et plus résiliente.

Le cas du Brésil démontre que la reconnaissance juridique, l'inclusion civique et les canaux d'engagement structurés permettent à la société civile et à d'autres acteurs de passer de la consultation à la co-création, façonnant ainsi efficacement les programmes nationaux en matière de systèmes alimentaires. Dans la région Asie-Pacifique, le groupe de travail montre comment des plateformes coordonnées et intersectorielles peuvent aligner l'appui technique et le financement sur les priorités nationales, permettant ainsi de surmonter la fragmentation et de renforcer la dynamique nationale. Ces expériences confirment que **les écosystèmes de soutien deviennent transformateurs lorsqu'ils sont institutionnellement autonomisés et stratégiquement liés aux processus de gouvernance.**

2.F. SUIVI ET ÉVALUATION DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA FILIÈRE

Des systèmes solides de suivi, d'évaluation et d'apprentissage (MEL) sont essentiels à la mise en œuvre des feuilles de route nationales pour les systèmes alimentaires. Ils fournissent un moyen structuré de suivre la mise en œuvre, d'évaluer les progrès et de recalibrer les stratégies, garantissant ainsi que la voie se traduise par des résultats mesurables. Les cadres MEL soutiennent également la transparence, la responsabilité et le leadership adaptatif tout au long du processus de mise en œuvre.

Étant donné que les filières alimentaires impliquent plusieurs secteurs, de l'agriculture à la santé en passant par le commerce et le climat, un système de suivi, d'évaluation et d'apprentissage (MEL) efficace doit aller au-delà de la simple collecte de données. Il doit relier les actions menées dans les filières aux résultats obtenus, tels que l'amélioration de la nutrition, la résilience climatique ou l'équité, afin de permettre aux gouvernements d'identifier ce qui fonctionne et les domaines dans lesquels les ressources doivent être réaffectées.

Les organisateurs sont confrontés à des défis récurrents dans la mise en place et l'utilisation de systèmes MEL efficaces. Les systèmes et les capacités MEL sont souvent naissants, les responsabilités institutionnelles restent floues et peu d'outils favorisent l'apprentissage et l'adaptation continus^{5,6}.

Pourtant, des progrès sont visibles dans certains pays. Le Cambodge et le Nigéria intègrent le MEL dans leurs stratégies nationales, en le reliant aux processus budgétaires et en clarifiant les rôles institutionnels. Le Nigéria illustre comment des outils tels que le tableau de bord des systèmes alimentaires et l'initiative Food Systems Countdown peuvent être adaptés pour renforcer la coordination interministérielle et la visibilité.

Les étapes fondamentales pour mettre en place des systèmes MEL solides consistent notamment à aligner les indicateurs sur les stratégies nationales, à attribuer des rôles institutionnels, à intégrer les cycles budgétaires et à adapter les outils mondiaux aux besoins nationaux. Des cadres MEL solides doivent relier les actions mises en œuvre à des résultats plus larges pour le système alimentaire, tels que l'amélioration de la nutrition, le renforcement de l'équité, la résilience climatique et la sécurité alimentaire. Lorsqu'il est intégré dans les stratégies nationales et lié à des indicateurs et des instruments de planification à un niveau macroéconomique, le MEL devient un pilier central de la prise de décision, et non plus un simple outil de reporting. L'institutionnalisation de ces systèmes nécessite une coordination entre les ministères, la clarté des mandats et un renforcement cohérent des capacités.

Plutôt que d'être conçu comme un processus technique, le MEL devrait être reconnu comme une fonction de gouvernance. Lorsqu'ils sont pris en charge au niveau national, intégrés dans les cycles de politiques publiques et soutenus politiquement, les systèmes MEL permettent aux gouvernements d'identifier ce qui fonctionne, où persistent les goulets d'étranglement et comment les stratégies devraient être adaptées. De cette manière, le MEL devient un instrument essentiel pour guider et soutenir la mise en œuvre des feuilles de route nationales, renforçant ainsi la transparence, la responsabilité et la crédibilité des efforts de transformation au fil du temps.

2.G. EXAMEN DES PARCOURS NATIONAUX EN MATIÈRE D'

Les feuilles de route nationales en matière de systèmes alimentaires sont conçues pour évoluer, mais elles restent souvent statiques. De nombreux pays ne disposent pas de mécanismes d'examen structurés, ce qui rend difficile l'évaluation de la bonne mise en œuvre ou de la pertinence des priorités. Par conséquent, même lorsque de nouvelles données apparaissent ou que les conditions changent, les feuilles de route nationales sont rarement mises à jour pour refléter l'évolution des besoins^{5,6}.

Un système MEL solide devrait éclairer ce processus en identifiant ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas. L'évaluation et l'apprentissage fournissent les données probantes nécessaires aux examens périodiques. Ces examens sont essentiels pour revoir les priorités, affiner les calendriers, réattribuer les responsabilités et corriger les stratégies.

Bien qu'elles en soient encore à leurs débuts, **les expériences des pays montrent que des examens réguliers, fondés sur des données probantes, peuvent transformer le parcours d'un document ponctuel en un outil dynamique pour une gouvernance adaptative.** Cette adaptation est essentielle pour que les efforts de transformation des systèmes alimentaires nationaux restent crédibles, réactifs, adaptés à leur objectif et axés sur les résultats.

En juin 2025, 39 pays ont signalé au Pôle qu'ils avaient révisé leurs feuilles de route nationales en matière de systèmes alimentaires. Cependant, la plupart des mises à jour n'ont pas été motivées par des évaluations formelles. Les pays ont plutôt invoqué la nécessité de s'aligner sur l'évolution des stratégies nationales, de réagir aux changements politiques ou de s'adapter à des pressions externes telles que le changement climatique ou les transitions politiques. Seuls quelques-uns ont fondé leurs révisions sur des processus structurés d'évaluation, de suivi et d'apprentissage (MEL) ou sur des exercices d'inventaire. Les méthodes standard comprenaient des dialogues avec les parties prenantes, une coordination interministérielle et une intégration dans les cadres de planification nationaux, tandis que quelques-uns se sont engagés dans des reformulations complètes basées sur des diagnostics ou un soutien technique. Ces tendances suggèrent que, si la gouvernance adaptative est de plus en plus reconnue, les capacités institutionnelles pour la mettre en œuvre restent limitées.

Cette section résume les principaux enseignements tirés des pays qui ont partagé leurs feuilles de route révisées avec le Pôle : **le Brésil, le Costa Rica, le Guatemala et la Suisse.**

Les examens structurés restent rares, mais les pays trouvent d'autres points d'entrée pour maintenir la pertinence de leurs feuilles de route. Le renouvellement des politiques, le dialogue inclusif et la coordination intersectorielle sont des facteurs courants qui déclenchent des mises à jour. Si peu de pays utilisent systématiquement les résultats du suivi et de l'évaluation, les pratiques émergentes révèlent des possibilités d'institutionnaliser la gouvernance adaptative au fil du temps.

↓ **Costa Rica – Un ouvrier sélectionne des ananas destinés à être emballés en appliquant les bonnes pratiques agricoles tout au long du processus de production.**
© FAO/Ezequiel Becerra



CHAPITRE 3

CONCLUSION

Ce document résume les principales données émergentes et compile les expériences concrètes des pays qui démontrent comment les feuilles de route nationales vers des systèmes alimentaires durables sont mises en œuvre avec succès, souvent contre toute attente. **Il ne s'agit pas d'un manuel ou d'une feuille de route, mais d'une référence organisée sur la manière dont les gouvernements surmontent les obstacles récurrents auxquels beaucoup sont encore confrontés** : gouvernance fragmentée, visibilité financière limitée, faible engagement des parties prenantes et difficulté à transformer les plans en actions séquentielles et finançables.

Tout au long de ses chapitres, le document met en avant les pays qui ont réalisé des progrès notables, notamment en renforçant les plateformes multipartites, en alignant les trajectoires sur les budgets nationaux et les cycles de planification, en établissant des pipelines d'investissement à partir de diagnostics territoriaux et en relevant les défis liés à la cohérence et à l'intégration des politiques. Il ne s'agit pas là de succès isolés, mais plutôt de signes de ce qu'il est possible d'accomplir lorsque la mise en œuvre est motivée par la volonté politique, la coordination institutionnelle et un engagement technique soutenu.

La valeur de ce document réside dans son pragmatisme : chaque exemple fournit des informations exploitables sur ce qui a été fait, comment cela a été fait et comment les défis ont été relevés. Pour les coordonnateurs nationaux et les partenaires de mise en œuvre, il ne propose pas une voie à suivre, mais un ensemble de stratégies éprouvées à adapter, ancrées dans la pratique réelle et non dans la théorie.

Le message est clair : la mise en œuvre progresse, sous l'impulsion de pays qui s'adaptent à la complexité, harmonisent leurs actions entre les différents secteurs et font avancer leurs feuilles de route nationales en matière de systèmes alimentaires avec détermination et pragmatisme. Le présent document reflète cette dynamique, non pas sous la forme d'un ensemble de prescriptions, mais d'une compilation de pratiques concrètes dont d'autres peuvent s'inspirer et qu'ils peuvent adapter. Alors que les gouvernements continuent de passer de l'engagement à la mise en œuvre, ces expériences confirment une vérité fondamentale : la transformation n'est pas seulement urgente, elle est réalisable et, dans de nombreux contextes, elle est déjà bien engagée.

CHAPITRE 4

RÉFÉRENCES

Crippa, M., et al. 2021. Les systèmes alimentaires sont responsables d'un tiers des émissions anthropiques mondiales de GES. *Nature Food*, 2, pp. 198-209. DOI : <https://doi.org/10.1038/s43016-021-00225-9>

FAO et Forum économique mondial. 2022. *Transformer les systèmes alimentaires : voies pour Country-led Innovation*. Rome/Genève, FAO et Forum économique mondial.

<https://openknowledge.fao.org/handle/20.500.14283/cb8342en> [en.wikipedia.org+1](https://openknowledge.fao.org/handle/20.500.14283/cb8342en) [openknowledge.fao.org+1](https://openknowledge.fao.org/handle/20.500.14283/cb8342en) [openknowledge.fao.org+1](https://openknowledge.fao.org/handle/20.500.14283/cb8342en) [openknowledge.fao.org+1](https://openknowledge.fao.org/handle/20.500.14283/cb8342en)

FAO, FIDA, UNICEF, PAM et OMS. 2024. *L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2024*. Rome, FAO.

<https://openknowledge.fao.org/items/ebe19244-9611-443c-a2a6-25cec697b361> [openknowledge.fao.org+1](https://openknowledge.fao.org/items/ebe19244-9611-443c-a2a6-25cec697b361) [openknowledge.fao.org+1](https://openknowledge.fao.org/items/ebe19244-9611-443c-a2a6-25cec697b361)

FAO. 2018. *Systèmes alimentaires durables : concept et cadre de travail*. Rome, FAO.

<https://openknowledge.fao.org/handle/20.500.14283/cb8108en> [openknowledge.fao.org+2](https://openknowledge.fao.org/handle/20.500.14283/cb8108en) [openknowledge.fao.org+2](https://openknowledge.fao.org/handle/20.500.14283/cb8108en) [openknowledge.fao.org+2](https://openknowledge.fao.org/handle/20.500.14283/cb8108en)

FAO. 2021. *Contribution des systèmes agroalimentaires aux émissions et à l'impact environnemental*. Rome, FAO.

FAO. 2023. *Gouvernance pour des systèmes alimentaires durables*. Rome, FAO.

FAO. 2023b. *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2023 : révéler le coût réel des aliments pour transformer les systèmes agroalimentaires*. DOI : <https://doi.org/10.4060/cc7724en>

GRFC. 2025. *Rapport mondial sur les crises alimentaires 2025*. Rome, FSIN et GNAFC. <https://www.fsinplatform.org/report/global-report-food-crises-2025/>

Pôle de coordination des Nations Unies sur les systèmes alimentaires (UNFSCH). 2023. *Appel à l'action du Secrétaire général de l'ONU lors du bilan*. New York, Organisation des Nations Unies (ONU).

UNFSCH. 2024. *Rapport de synthèse sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre des plans nationaux d'W*. Rome, FAO.

UNFSCH. 2025. *Questionnaire sur l'examen volontaire de la transformation des systèmes alimentaires au niveau national, Bilan 4 ans après le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires*. Rome, FAO.

Organisation des Nations Unies (ONU). 2024. *Rapport du Secrétaire général de l'ONU : Bilan 2 ans après le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires*. New York, Organisation des Nations Unies (ONU). <https://digitallibrary.un.org/record/4049136?ln=en>

Organisation des Nations Unies (ONU). À paraître. *Rapport du Secrétaire général de l'ONU : Bilan 4 ans après le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires*. Rome, Organisation des Nations Unies (ONU).

